

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

## **Group SFIT**

Société anonyme  
au capital de 6 358 309 €  
82, route de la Libération  
77340 Pontault-Combault

**Exercice clos le 31 décembre 2021**

## **Grant Thornton**

### **Commissaire aux comptes**

29, rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine

## **Fischbach Girault et Associés**

### **Commissaire aux comptes**

5, place Tristan Bernard  
75017 Paris

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

## GROUP SFIT

### Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale des actionnaires de la société Group SFIT,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Group SFIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de gestion du chapitre consacré gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société<sup>2</sup> à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 11 avril 2022

Les commissaires aux comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton**  
**International**



Laurent Bouby  
Associé

**Fischbach Girault et Associés**



Frédéric Girault  
Associé

Martin Fischbach  
Associé

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	839 950	665 779	174 171	309 196
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	10 075	5 215	4 860	8 219
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	790 010	498 202	291 808	316 844
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	432 486	113 175	319 311	287 830
Installations techniques, matériel et outillage industriels	302 286	100 872	201 414	129 361
Autres immobilisations corporelles	325 692	204 517	121 175	158 637
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	879		879	879
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 085 590		2 085 590	336 507
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4 786 967</b>	<b>1 587 759</b>	<b>3 199 208</b>	<b>1 547 473</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	17 755 365	2 087 883	15 667 482	7 583 822
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	16 156 525	786 717	15 369 808	23 009 000
Autres créances	11 452 065	1 553 323	9 898 742	23 457 350
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	589 038		589 038	7 928 077
Charges constatées d'avance (3)	479 154		479 154	1 295 093
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>46 432 146</b>	<b>4 427 923</b>	<b>42 004 223</b>	<b>63 273 342</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler	1 278 246		1 278 246	1 102 005
Primes de remboursement des obligations	1 164 062		1 164 062	1 424 264
Ecarts de conversion actif				104 023
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>53 661 421</b>	<b>6 015 682</b>	<b>47 645 739</b>	<b>67 451 107</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## Bilan passif

	31/12/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	6 358 309	6 283 926
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 283 660	1 728 096
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	597 248	597 248
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-2 866 396	-4 062 929
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>1 145 230</b>	<b>1 196 533</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 518 050</b>	<b>5 742 873</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		104 023
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>104 023</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles	14 793 236	12 460 863
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	13 704 925	21 916 510
Emprunts et dettes financières diverses (3)	537 384	1 969 329
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 724 040	11 340 211
Dettes fiscales et sociales	449 135	2 436 307
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 596 552	11 480 992
Produits constatés d'avance	256 658	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>40 061 930</b>	<b>61 604 211</b>
Ecarts de conversion passif	65 759	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 645 739</b>	<b>67 451 107</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	16 587 541	21 455 909
(1) Dont à moins d'un an (a)	23 474 389	40 148 302
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	989 828	8 593 146
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises	36 043 784	17 681 945	53 725 729	39 905 606
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	7 038 388		7 038 388	7 376 592
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>43 082 172</b>	<b>17 681 945</b>	<b>60 764 117</b>	<b>47 282 198</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 000	442 417
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			1 399 287	797 291
Autres produits			1 183 434	1 015 944
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>			<b>63 350 839</b>	<b>49 537 850</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises			52 738 429	34 859 356
Variations de stock			-8 612 552	-3 348 453
Achats de matières premières et autres approvisionnements			25 756	38 449
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			8 510 398	10 114 466
Impôts, taxes et versements assimilés			181 066	179 122
Salaires et traitements			1 924 481	1 349 890
Charges sociales			704 361	475 199
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			919 788	642 787
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 247 554	839 057
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				474
Autres charges			1 709 815	1 504 380
<b>Total charges d'exploitation (II)</b>			<b>59 349 095</b>	<b>46 654 727</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>4 001 744</b>	<b>2 883 123</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée (III)</b>				
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)</b>				
<b>Produits financiers</b>				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total produits financiers (V)</b>				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			514 647	340 047
Intérêts et charges assimilées (4)			1 962 823	1 364 883
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total charges financières (VI)</b>			<b>2 477 470</b>	<b>1 704 930</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-2 477 470</b>	<b>-1 704 930</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>1 524 274</b>	<b>1 178 193</b>

## Compte de résultat (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	33 723	2 306 173
Sur opérations en capital		17 590
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>33 723</b>	<b>2 323 673</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	610 487	2 311 810
Sur opérations en capital		10 294
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>610 487</b>	<b>2 322 104</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-576 763</b>	<b>1 569</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-197 719	-16 770
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>63 384 562</b>	<b>51 861 523</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>62 239 332</b>	<b>50 664 990</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>1 145 230</b>	<b>1 196 533</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

# COMPTES ANNUELS

2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe

## Règles et méthodes comptables

### 1. Principes et conventions générales

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux articles 121-1 et suivants du Plan comptable général :

- image fidèle,
- comparabilité des exercices et continuité de l'exploitation,
- régularité et sincérité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- prudence,
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la période présentée ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français prévus par les dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, à l'exception du point mentionné ci-dessous.

Les comptes ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation compte tenu des éléments suivants :

- La Société dispose d'une trésorerie de 589 K€ au 31 décembre 2021.
- De façon habituelle, la société a recours à des lignes de financement bancaire court terme, dont le montant s'élève à 990 K€ au 31 décembre 2021.
- En outre la société a procédé en 2021 à l'émission de nouvelles tranches d'obligations convertibles à hauteur de 6 215 K.
- La société ne dispose pas d'informations pouvant lui laisser penser que ses lignes de financement bancaires à court et long terme puissent être remises en cause par ses partenaires financiers.

### 2. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers. Les principales estimations faites par la Société portent principalement sur les hypothèses retenues pour l'évaluation des provisions pour dépréciation des stocks et des provisions pour dépréciation des créances fournisseurs.

Pour l'évaluation des provisions pour dépréciation des stocks, la société a retenu les hypothèses suivantes :

- Dépréciation du stock de marchandises
  - N : 0%
  - N-1 : 20%
  - N-2 : 50%
  - N-3 : 80%
  - N-4 et au-delà : 100%

## Règles et méthodes comptables

- Dépréciation du stock SAV
  - N : 20%
  - N-1 : 50%
  - N-2 : 80%
  - N-3 et au-delà : 100%

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Compte tenu des incertitudes inhérentes au secteur et à la conjoncture économique et financière qui ont des effets sur le cours des affaires de la Société, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

### 3. Monnaie de présentation des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euros.

### 4. Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées :

- des frais d'établissement,
- de droits à l'image.

#### Frais d'établissement

Les frais de constitution, d'augmentation de capital, sont immobilisés dès lors qu'ils conditionnent le développement de l'entreprise et dont le montant ne peut être rapporté à des ventes de biens et de services. Ces frais sont amortis linéairement, sur la durée de vie des actifs, celle-ci ne pouvant excéder 5 ans.

#### Droit à l'image

Le 27 avril 2016, un contrat de partenariat a été conclu entre la Société, d'une part, et Monsieur Teddy Riner et la société Riner Judo Connection dont il est l'actionnaire unique, d'autre part, définissant les conditions dans lesquelles la Société est autorisée à utiliser les attributs de la personnalité de Monsieur Teddy Riner à des fins promotionnelles pour certains de ses produits.

Monsieur Teddy Riner a été rémunéré par l'octroi à Riner Judo Connection de 12 154 actions de la Société valorisées 790.010 euros lors de leur émission. Ce contrat restera en vigueur tant que Monsieur Teddy Riner restera actionnaire de la Société.

Un actif incorporel d'un montant de 790.010 euros a été comptabilisé à ce titre. Cet actif est amorti linéairement sur une durée de 20 ans, soit la durée d'utilisation de l'avantage économique futur, estimée la plus probable.

#### Logiciels et brevets

Les logiciels et brevets sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

## Règles et méthodes comptables

### 5. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Société. L'amortissement des immobilisations est calculé linéairement sur les durées d'utilité estimées.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Installations générales, agencements et aménagements des constructions .....	10 ans,
Matériel de transport .....	4 à 5 ans,
Matériel informatique .....	3 ans,
Matériel de démonstration .....	3 ans,
Matériel de bureau .....	5 à 10 ans,
Mobilier .....	10 ans.

### 6. Titres de participation

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont valorisés au coût d'achat historique. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### 7. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont constituées :

- de retenues de garanties, notamment liées au contrat d'affacturage,
- de dépôts et cautionnements.

### 8. Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie finie dès lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie infinie sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

## Règles et méthodes comptables

### 9. Stocks

Le coût de revient des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat, les droits de douane, les autres taxes ainsi que les frais d'approche et autres frais directement attribuables.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêt des comptes.

### 10. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement sur la base d'une analyse au cas par cas.

La société a recours à un organisme d'affacturage. Les créances clients sont sorties du poste créances clients lorsqu'elles sont cédées à l'organisme d'affacturage.

### 11. Instruments financiers

Dans le cadre de son activité commerciale, le GROUP SFIT achète principalement ses marchandises en Asie en USD dollars. En revanche, les ventes de matériel au réseau de distribution et en ligne se font en quasi-totalité dans la devise Euro. A ce titre, le GROUP SFIT est exposé au risque de change sur sa marge opérationnelle en fonction de la fluctuation de l'US Dollar par rapport à l'Euro.

Pour se couvrir contre le risque de change, USD / €, le GROUP SFIT met en place des opérations d'« accumulateurs » de change. Les gains et pertes sur instruments dérivés sont constatés en charges et produits d'exploitation.

### 12. Trésorerie

La trésorerie est constituée par des liquidités immédiatement disponibles.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change à la date de la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

La société a recours à un organisme d'affacturage. Les fonds qui peuvent être immédiatement mobilisées sont comptabilisées dans les disponibilités.

Les découverts bancaires figurent en dettes financières.

## Règles et méthodes comptables

### 13. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

### 14. Provisions

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour la Société.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

### 15. Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires sont enregistrés au passif du bilan pour le montant de l'emprunt émis, diminué des amortissements constatés.

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont portés à l'actif (en « charges à répartir ») et étalés linéairement sur la durée de vie des emprunts concernés.

Dans le cadre des emprunts obligataires convertibles, une prime de non conversion est constituée et comptabilisée en charges à répartir à la clôture de l'exercice afin de couvrir le risque de non conversion lors de l'échéance. Celle-ci est calculée au prorata du montant des obligations émises et à compter de leur date de souscription, selon le taux contractuel. La prime est amortie au prorata de la durée de l'emprunt.

### 16. Autres emprunts

Dans le cadre de la Crise sanitaire liée à la COVID19, la société a eu recours en 2020 à un prêt garanti par l'état (PGE). Ce prêt d'un montant de 11.300 k€ a été souscrit au près d'un pool bancaire de cinq banques.

Le PGE a un différé de remboursement de 1 an avec la possibilité d'un différé supplémentaire de 1 an. A l'issu du différé de remboursement il peut être amorti sur une durée de 1 à 5 ans.



## Règles et méthodes comptables

La société a opté pour le différé de remboursement de 1 an pour quatre des PGE souscrits et a commencé le remboursement du cinquième.

La société fait appel à des crédits court terme. Ces crédits sont octroyés sur demande et ont une durée de remboursement comprise entre 2 et 24 mois.

Les frais d'émission d'emprunt sont portés à l'actif (en « charges à répartir ») et étalés linéairement sur la durée de vie des emprunts concernés.

### 17. Engagements de retraite

En application de la loi française, la Société a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en application de la convention collective applicable conformément à la recommandation ANC 2013.

Les engagements éventuels ainsi calculés sont suivis dans les engagements hors bilan. Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont effectivement supportées. A noter l'absence de départ à la retraite sur la période.

### 18. Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement pour leur valeur nominale puis à leur valeur d'inventaire, c'est-à-dire au coût amorti sur la base de l'échéancier contractuel.

### 19. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu sur l'exercice s'il est certain dans son principe et son montant, et acquis à l'exercice. Il est composé :

- des équipements commercialisés par la Société. Ils sont vendus sur la base de bons de commande client qui incluent des prix fixes et déterminables, conformément aux conditions générales de vente. Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert de propriété. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises.
- des prestations de services dont le chiffre d'affaires est reconnu à la date de réalisation de la prestation.

### 20. Achats consommés

Les achats consommés correspondent au coût d'achat des équipements dont la fabrication est soustraite à des tiers, aux achats non stockés et au coût des licences d'exploitation des équipements vendus (Licences Microsoft à titre principal).

Les achats de sous-traitance (hors contrats de coopération commerciale) sont comptabilisés en charges externes.

## Règles et méthodes comptables

### 21. Autres charges

Les autres charges comprennent les coûts des redevances, des licences, de la taxe SORECOP (contribution pour copie privée) et les pertes de change sur les créances et dettes commerciales.

### 22. Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges liés à la trésorerie et les flux bancaires, les charges d'intérêt sur les emprunts.

### 23. Distinction entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et les charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise. Les éléments non récurrents des activités courantes sont portés en résultat courant.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Faits marquants de l'exercice 2021

#### - Introduction en bourse

GROUP SFIT (THOMSON Computing) est entré en Bourse sur Euronext Access+ le 06 décembre 2021 avec un cours d'introduction de 12,62 € par action, soit une valorisation de 80 M€.

#### - Modification de la forme sociale

Le 14 octobre 2021, la société GROUP SFIT s'est transformée en société anonyme à conseil d'administration.

#### - Opérations sur le capital :

o Par décision du Président en date du 11 octobre 2021, et à la suite de la conversion de 430 OC, il a été constaté la création de 2.481 actions ordinaires avec bons de souscription attachés d'une valeur nominale de 22 euros chacune émises avec une prime d'émission de 151,30 euros.

o Par décision du Président en date du 14 octobre 2021, la valeur nominale des actions a été divisée par 22, passant de 22 € à 1 €.

o Par décision du Président en date du 26 novembre 2021, et à la suite de la conversion de 200 OC, il a été constaté la création de 19.801 actions ordinaires avec bons de souscription attachés d'une valeur nominale de 1 euro chacune émises avec une prime d'émission de 9,10 euros.

o Du fait de l'introduction en bourse, les actions P1 et P2 ont été converties en actions ordinaires.

o Le capital social de la Société est ainsi de 6 358 309 euros.

#### - Partenariat

La société a signé début juin 2021 un accord avec la SA AVENIR TELECOM. Cet accord permet à la société d'assurer le financement de son besoin en fonds de roulement contribuant ainsi à l'amélioration de la trésorerie du groupe.

En effet en application de cet accord, le règlement des achats réalisés auprès d'AVENIR TELECOM se fait après la livraison des produits. La société peut assurer ce règlement grâce à l'outil de factoring mise en place. Ce schéma permet ainsi d'assurer la croissance de l'entreprise et la continuité de son exploitation.

#### - Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Eu égard à sa situation à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	839 950			839 950
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	800 085			800 085
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 640 035</b>			<b>1 640 035</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	358 343	74 143		432 486
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	154 873	147 413		302 286
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 366			6 366
- Matériel de transport	120 000			120 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	182 555	16 771		199 326
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>822 137</b>	<b>238 327</b>		<b>1 060 464</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	879			879
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	336 507	2 049 083	300 000	2 085 590
<b>Immobilisations financières</b>	<b>337 386</b>	<b>2 049 083</b>	<b>300 000</b>	<b>2 086 469</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 799 558</b>	<b>2 287 410</b>	<b>300 000</b>	<b>4 786 967</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		238 327	2 049 083	2 287 410
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>238 327</b>	<b>2 049 083</b>	<b>2 287 410</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			300 000	300 000
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>300 000</b>	<b>300 000</b>

## Immobilisations incorporelles

Autres immobilisations incorporelles

Ce poste comprend un droit à l'image conclu avec Monsieur Teddy Riner.

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital	174 171	
<b>Total</b>	<b>174 171</b>	

## Notes sur le bilan

### Immobilisations financières

#### Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SFIT USA CORP 19808 WILMINGTON, DE	1 000		100,00	
- Participations (détenues entre 10 et 50% )				

Le 20 août 2018, GROUP SFIT a ouvert une filiale aux Etats unis d'Amérique qu'elle détient à 100 % et dont le capital est de 1.000 USD, soit 879,39 €. Cette filiale n'a pas eu d'activité en 2021.

Les montants indiqués dans le tableau des filiales et participations concernant la filiale US sont en dollars.

A la clôture, GROUP SFIT a une créance en compte courant de 198 285 € sur sa filiale américaine.

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	530 754	135 025		665 779
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	475 023	28 394		503 417
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 005 776</b>	<b>163 419</b>		<b>1 169 195</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	70 512	42 662		113 175
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	25 512	75 360		100 872
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 338	1 061		3 399
- Matériel de transport	18 250	30 000		48 250
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	129 696	23 172		152 868
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>246 309</b>	<b>172 255</b>		<b>418 564</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 252 085</b>	<b>335 674</b>		<b>1 587 759</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 30 173 333 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 085 590		2 085 590
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	16 156 525	16 156 525	
Autres	11 452 065	11 452 065	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	479 154	479 154	
<b>Total</b>	<b>30 173 333</b>	<b>28 087 744</b>	<b>2 085 590</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les autres créances de l'actif immobilisé incluent le fonds de garantie du factor pour 2 049 K€.

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	7 512 569
Rabais remises ristournes à obtenir	533 640
Produits à recevoir	281 999
<b>Total</b>	<b>8 328 208</b>

## Notes sur le bilan

### Dépréciation des actifs

#### Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 087 883 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Stock marchandises neuves	2 087 882
<b>TOTAL</b>	<b>2 087 882</b>

### Capitaux propres

#### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 6 358 309,00 euros décomposé en 6 358 309 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	285 633	22,00
Titres émis pendant l'exercice	6 072 676	1,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	6 358 309	1,00

La société a procédé à deux augmentations de capital en 2021 :

- octobre 2021 : augmentation de capital d'un montant de 54.582 euros par la création de 2481 actions ordinaires avec bons de souscription attachés, émises avec une prime d'émission total de 375.375,00 euros inscrite au passif du bilan, résultant de la conversion de 430 OC.
- novembre 2021 : augmentation de capital d'un montant de 19.801 euros par la création de 19801 actions ordinaires avec bons de souscription attachés, émises avec une prime d'émission total de 180.189,10 euros inscrite au passif du bilan, résultant de la conversion de 200 OC.

En octobre 2021, la valeur nominale des actions a été divisée par 22, passant de 22 € à 1 €.

Les actions de préférence de type "P1" et "P2" ont été converties en actions ordinaires suite à l'introduction en bourse sur Euronext Access+ le 06 décembre 2021.

Le capital est constitué de 6.358.509 actions ordinaires.



## Notes sur le bilan

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	104 023		104 023		
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>104 023</b>		<b>104 023</b>		
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation			104 023		
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 40 061 930 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)	14 793 236	7 894 641	6 898 595	
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	989 828	989 828		
- à plus de 1 an à l'origine	12 715 097	3 026 151	9 688 946	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	537 384	537 384		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 724 040	7 724 040		
Dettes fiscales et sociales	449 135	449 135		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 596 552	2 596 552		
Produits constatés d'avance	256 658	256 658		
<b>Total</b>	<b>40 061 930</b>	<b>23 474 389</b>	<b>16 587 541</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	16 258 412			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	15 964 859			
(**) Dont envers les associés				

\* Emprunts obligataires convertibles

A la clôture, le total des dettes des emprunts obligataires convertibles est de 14 793 236 €.

- Emprunts obligataires convertibles 2016

Un emprunt obligataire convertible en action souscrit en 2016 pour un montant de 576.550 € est toujours en cours.

Les modalités de cet emprunt sont les suivantes :

Nombre d'obligations : 8.870

Taux d'intérêt annuel : 4%

Valeur nominale : 65 €

Durée de l'emprunt :

- Tranche A : 4.436 OCAP1 2016 à échéance 6 ans

- Tranche B : 4.434 OCAP1 2016 à échéance 7 ans

A la clôture, le solde de l'emprunt obligataire souscrit en 2016 est de 866 865 €.

- Emprunts obligataires convertibles 2019

En 2019, des obligations convertibles ont été souscrites pour un montant de 5.300.000 € au taux de 7%. Ces obligations sont remboursables sur 36 mois mensuellement en même temps que le paiement des coupons.

## Notes sur le bilan

A la clôture, le solde des emprunts obligataires souscrits en 2019 est de 2 111 235 €.

### - Emprunts obligataires convertibles 2020

En 2020, des obligations convertibles ont été souscrites pour un montant de 7.110.000 € :

- 5.935.000 € au taux de 7% et remboursables sur 36 mois mensuellement en même temps que le paiement des coupons.
- 1.175.000 € au taux de 7% avec un remboursement in fine au bout de 24 mois.

A la clôture, le solde des emprunts obligataires souscrits en 2020 est de 5 319 534 €.

### - Emprunts obligataires convertibles 2021

En 2021, des obligations convertibles ont été souscrites pour un montant de 6.215.000 € :

- 6.115.000 € au taux de 7% et remboursables sur 36 mois mensuellement en même temps que le paiement des coupons.
- 100.000 € au taux de 7% avec un remboursement in fine au bout de 24 mois.

A la clôture, le solde des emprunts obligataires souscrits en 2021 est de 6 495 603 €, dont 617 756 € de prime de non conversion non amortie.

### \* Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus de 1 an à l'origine

Ce poste inclus les emprunts bancaires et le prêt garanti par l'état (PGE).

En 2020, la société a eu recours à un prêt garanti par l'état (PGE). Ce prêt d'un montant de 11.300 k€ a été souscrit auprès d'un pool bancaire de cinq banques.

En 2021, la société a souscrit trois nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 2.721.000 €.

A la clôture, le solde des emprunts bancaires est de 1 780 461 € et le solde du prêt par garanti par l'état est de 10 934 636 €.

### \* Emprunts et dettes financières divers

Ce poste inclus les emprunts courts termes et les intérêts courus sur emprunts bancaires.

La société fait appel à des crédits court terme. Ils sont octroyés sur demande et ont une durée de remboursement comprise entre 2 et 24 mois.

En 2021, la société a fait appel à des crédits court terme pour un montant de 7 322 412 €.

A la clôture, le solde des crédits court terme est de 488 417 € et le montant des intérêts courus est de 48 967 €.

### \* Autres dettes

Ce poste intègre les postes clients créditeurs et les avoirs clients à établir pour un montant de 2 586 325 €.

### \* Emprunts souscrits en cours d'exercice

En 2021, la société a souscrit des emprunts pour un montant de 16.258.412 €.

Le détail de ces emprunts est le suivant :

- des obligations convertibles ont été souscrites pour un montant de 6.215.000 €,
- la société a souscrit trois nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 2.721.000 €,

## Notes sur le bilan

- la société a fait appel à des crédits court terme pour un montant de 7.322.412 €.

### Charges à payer

	Montant
Fournis. factures non parvenues	580 938
Intérêts courus	48 967
Dettes provis. pour congés payés	116 694
Autres charges à payer	11 721
Charges sociales sur congés payés	43 555
Autres charges à payer	4 923
Autres charges à payer	20 216
Taxe d'apprentissage CAP	7 257
Formation continue CAP	1 730
Taxe professionnelle CAP	77 034
T.V.S CAP	2 055
ORGANIC CAP	59 163
<b>Total</b>	<b>974 252</b>

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	479 154		
<b>Total</b>	<b>479 154</b>		

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation courantes (assurances, loyers ...).

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	256 658		
<b>Total</b>	<b>256 658</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Chiffre d'affaires

#### Répartition par marché géographique

	31/12/2021
CA France	43 082 172
CA intracommunautaire	6 159 331
CA export	11 522 614
<b>TOTAL</b>	<b>60 764 117</b>

En 2020, la répartition du chiffre d'affaires était la suivante :

- CA France : 33 956 856 €
- CA intracommunautaire : 1 611 191€
- CA export : 11 714 151 €

En 2020, la société a vendu du matériel de santé relatif à la crise sanitaire pour un montant de 11 546 382 €.

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 97 942 euros

Honoraire des autres services : 10 632 euros

## Notes sur le compte de résultat

### Résultat financier

	31/12/2021	31/12/2020
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions	514 647	340 047
Intérêts et charges assimilées	1 962 823	1 364 883
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>2 477 470</b>	<b>1 704 930</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-2 477 470</b>	<b>-1 704 930</b>

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Domage et intérêts	270 000	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	90 367	
Charges exceptionnelles liées à l'introduction en bourse	247 177	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 942	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		4 697
Produits sur exercices antérieurs		29 026
<b>TOTAL</b>	<b>610 487</b>	<b>33 723</b>

En 2020, le résultat exceptionnel était de 1 569 €. Le détail était le suivant :

- \* charges exceptionnelles 2020 : 2 322 104 €
- Pénalités, amendes fiscales et pénales : 5 311 €
- Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion : 2 306 499 €
- Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés : 10 294 €

- \* produits exceptionnels 2020 : 2 323 673 €
- Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion : 2 306 173 €
- Produits des cessions d'éléments d'actifs : 17 500 €

## Notes sur le compte de résultat

Une charge exceptionnelle annulant un avoir à recevoir comptabilisé en 2018, et un produit exceptionnel soldant le même fournisseur suite à sa liquidation ont été passés pour le même montant.

### Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
<b>Base de calcul de l'impôt</b>	
Taux Normal - 27,5 %	
Taux Normal - 26,5 %	166 566
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 10 %	
Contribution locative - 2,5 %	
<b>Crédits d'impôt</b>	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	80 000
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	161 859
<b>Autres imputations</b>	

La société a imputé 1 166 566 € de déficit reportable sur la base de calcul de l'impôt 2021.

Il reste 2 362 393 € de déficit reportable à la clôture des comptes 2021.

## Autres informations

### Evènements postérieurs à la clôture

Afin de financer son développement, la société envisage de poursuivre sa politique de levée de fonds tant en capital qu'en obligations convertibles.

En outre, la société prévoit son transfert de cotation de Euronext Access+ vers Euronext Growth au deuxième trimestre 2022.

La société n'ayant pas de fournisseur et pas de client en Ukraine, elle estime que le conflit en Ukraine ne devrait pas avoir d'impact sur ses activités.

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 34 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel salarie	Personnel mis à disposition
Cadres	12	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	22	
Ouvriers		
<b>Total</b>	<b>34</b>	

En 2020, l'effectif moyen du personnel était de 25 personnes.

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Les rémunérations des membres des organes d'administration ont représenté un montant de 242 424 euros.

En 2020, les rémunérations des membres des organes de direction ont représenté un montant de 262 413 euros.



## Autres informations

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	35 642
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>35 642</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Au titre des emprunts souscrits, la société a donné les engagements suivants :

\* Crédit Agricole Brie Picardie

Un emprunt de 250 k€ souscrit en 2016 est garanti par un nantissement du fonds de commerce.

Un emprunt de 1000 k€ souscrit en 2018 est garanti par un nantissement du fonds de commerce.

\* Caisse d'Epargne

Un emprunt de 1000 k€ souscrit en 2018 est garanti par un nantissement du fonds de commerce.

\* BPI

Un emprunt de 500 k€ souscrit en 2017 est garanti par un gage espèces de 25000 €, montant retenu sur les fonds prêtés.

## Autres informations

### Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Emprunts Crédit Agricole Brie Picardie</i>	145 361
<i>Emprunts Caisse d'Epargne Ile-de-France</i>	144 728
<i>Emprunt BPI</i>	100 000
<i>Prêt garanti par l'état (PGE)</i>	9 841 172
Avals et cautions	10 231 261
Autres engagements reçus	
<b>Total</b>	<b>10 231 261</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

#### \* Découverts autorisés

Au 31/12/2021, la société a un découvert autorisé au près de la banque Palatine pour un montant de 750 000 €.

#### \* Crédit Agricole Brie Picardie

Emprunt de 1000 k€ souscrit en 2018.

L'encours au 31/12/2021 est de 484.538 €.

Cet emprunt est garanti :

- par BPI France à concurrence de 30% de l'encours du crédit, soit 145.361 € au 31/12/2021
- par un nantissement du fonds de commerce

#### \* Caisse d'Epargne

Emprunt de 1000 k€ souscrit en 2018.

L'encours au 31/12/2021 est de 482.428 €.

Cet emprunt est garanti :

- par BPI France à concurrence de 30% de l'encours du crédit, soit 144.728 € au 31/12/2021
- par un nantissement du fonds de commerce

#### \* BPI

Emprunt de 500 k€ souscrit en 2017.

L'encours au 31/12/2021 est de 125.000 €.

Cet emprunt est garanti :

## Autres informations

- par un gage espèces de 25.000 €, montant retenu sur les fonds prêtés
- par une garantie du Fonds National Renforcement de la Trésorerie à concurrence de 60% de l'encours du crédit, soit 75.000 € au 31/12/2021

### \* PGE

En 2020, la société a eu recours à un prêt garanti par l'état (PGE) d'un montant de 11.300 k€, souscrit au près d'un pool bancaire de cinq banques.

L'encours au 31/12/2021 est de 10.934.636 €.

Ce prêt bénéficie de la garantie de l'état à concurrence de 90% de l'encours, soit un montant de 9.841.172 €.

### \* Instruments financiers à terme et opérations de couverture

Dans le cadre de son activité commerciale, le GROUP SFIT achète principalement ses marchandises en Asie en USD dollars. En revanche, les ventes de matériel au réseau de distribution et en ligne se font en quasi-totalité dans la devise Euro. A ce titre, le GROUP SFIT est exposé au risque de change sur sa marge opérationnelle en fonction de la fluctuation de l'US Dollar par rapport à l'Euro.

Pour se couvrir contre le risque de change, USD / €, le GROUP SFIT met en place des opérations d'« accumulateurs » de change à terme avec Target Redemption Forward (TARF / TARN).

La société a souscrit plusieurs contrat d'options, d'accumulateurs et d'achats à terme de devise USD pour couvrir le risque de change en 2021. Ces contrats ont plusieurs échéances et sont dénoués quand les conditions sont favorables pour la société.

#### 1. Stratégie de couverture (politique de gestion des risques)

La stratégie de couverture du risque de change est mise en œuvre par la Direction Financière en accord avec la Direction Générale du Groupe.

L'objectif du GROUP SFIT est de couvrir une évolution défavorable de l'USD sur sa marge d'exploitation. Pour ce faire, la stratégie du groupe est de protéger le coût des achats en USD contre une appréciation de l'USD face à l'Euro en mettant en place des achats à termes d'USD dont l'objectif est de fixer le cours € / USD.

Pour ce faire, le Groupe met en place une stratégie de couverture dynamisante en utilisant des « accumulateurs à barrière désactivante » dont l'objectif est d'obtenir un cours de change bonifié par rapport à une couverture standard dite « vanille ».

Ces instruments sont gérés de façon dynamique dans le temps avec des limites en termes d'exposition.

Un accumulateur est mis en place uniquement, si les conditions suivantes sont respectées :

i. Le montant maximum (théorique) pouvant être accumulé par l'ensemble des instruments des couvertures en vie comprenant le nouveau dérivé doit couvrir les flux futurs d'achat de marchandises identifiés par la gestion commerciale sur une période déterminée (par le biais des commandes ou des prévisions budgétaires d'achat et/ou d'activité). Les accumulateurs ne doivent en aucun cas générer de la sur-couverture, c'est-à-dire que le montant maximum accumulé ne doit pas être supérieur au montant couvert.

ii. Il est démontré que les prix d'exercice des montants accumulés, correspond à un cours de change qui permet de préserver la marge opérationnelle des ventes futures de marchandises.

Lorsqu'un accumulateur est résilié (notamment lorsque la barrière des bénéfices est atteinte), le Groupe peut mettre en place une nouvelle opération de couverture afin de protéger de nouveau l'exposition qui n'est plus couverte.

#### 2. Traitement comptable applicable aux accumulateurs

Les accumulateurs sont des opérations qui comportent une composante d'optimisation. Selon la note de présentation du règlement ANC 2015- 05, l'optimisation consiste en une opération ou composante d'opération réalisée avec une intention de couverture mais ne réduisant pas parfaitement le risque couvert et comportant des caractéristiques non standards visant à optimiser le coût de la couverture (voire même à percevoir un produit).

L'optimisation est notamment caractérisée par le ou les facteurs suivants :

- coût ou cours bonifié par rapport à un instrument de couverture standard (swap, achat à terme ou option dits « vanilles ») souvent lié à la présence d'une vente d'option implicite ou explicite ;
- présence de clauses ou d'indices sous-jacents non standards (ex. barrière activante ou désactivante, effet de seuil) ;
- incertitude sur le montant de notionnel couvert (tant qu'il n'aboutit pas à une situation de sur-couverture qui serait synonyme de déqualification partielle) ;
- incertitude sur la période couverte (ex. structure annulable hors du contrôle de l'entreprise) ;
- incertitude sur le cours ou taux couvert.

## Autres informations

L'art 628-16 du PCG (issu du règlement ANC 2015-05) permet d'utiliser la comptabilité de couverture pour les opérations d'optimisation sans prise de risque.

Une opération ou composante d'optimisation est qualifiée comme « sans prise de risque » lorsque cette optimisation n'aboutit pas à une prise de risque supplémentaire par rapport au risque initial de l'entité à la date de mise en place de l'opération.

L'optimisation sans prise de risque supplémentaire est notamment caractérisée par le ou les facteurs suivants :

- absence de scénario dans lequel l'entreprise paierait un montant sensiblement supérieur à la fois à celui qu'elle aurait payé avec un instrument de couverture standard parfaitement adossé au risque couvert et à celui payé sur l'exposition initiale (avant couverture) ;
- absence d'indexation ou de condition liée à un sous-jacent sans lien économique avec le risque couvert ;
- absence d'un levier ou effet multiplicateur.

Pour pouvoir les considérer accumulateurs mis en place et en vie comme des opérations d'optimisation sans prise de risque et leur appliquer une comptabilité de couverture, Group SFIT s'assure qu'il n'est pas en sur-couverture qui pourrait entraîner un risque de perte complémentaire.

Group SFIT s'assure également que l'ensemble des cours de couvertures (prix d'exercice) des instruments permettent bien de préserver la marge d'exploitation et que ces couvertures ne sont pas susceptibles d'engendrer des ventes déficitaires.

### 3. Situation au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, les dérivés de type accumulateurs en portefeuille permettent une accumulation maximale de 51,98 M\$.

Le récapitulatif des contrats ouverts au 31/12/2021 est le suivant :

#### - BRED

Notionnel : 1.140.000 \$

Max accumulable : 2.280.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 1.560.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 720.000 \$

#### - BRED

Notionnel : 1.500.000 \$

Max accumulable : 3.000.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 1.000.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 2.000.000 \$

#### - BRED

Notionnel : 1.440.000 \$

Max accumulable : 2.880.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 1.440.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 1.440.000 \$

#### - BRED

Notionnel : 1.400.000 \$

Max accumulable : 2.800.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 1.000.000 \$

#### - LCL

Notionnel : 2.280.000 \$

Max accumulable : 4.560.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 180.000 \$

#### - LCL

Notionnel : 1.998.100 \$

Max accumulable : 3.996.200 \$

Max restant à accumuler 2021 : 490.100 \$

Max restant à accumuler 2022 : 1.960.400 \$

## Autres informations

### - LCL

Notionnel : 2.400.000 \$

Max accumulable : 4.800.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 120.000 \$

### - CE

Notionnel : 3.640.000 \$

Max accumulable : 7.280.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 630.000 \$

### - CE

Notionnel : 2.790.000 \$

Max accumulable : 5.580.000 \$

Max restant à accumuler 2021 : 186.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 4.216.000 \$

### - CRCA

Notionnel : 4.800.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 4.800.000 \$

### - CRCA

Notionnel : 7.680.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 7.680.000 \$

### - BNP

Notionnel : 2.000.000 \$

Max accumulable : 4.000.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 40.000 \$

### - BNP

Notionnel : 3.120.000 \$

Max accumulable : 6.240.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 4.240.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 1.600.000 \$

### - BNP

Notionnel : 2.280.000 \$

Max accumulable : 4.560.000 \$

Max restant à accumuler 2022 : 3.180.000 \$

Max restant à accumuler 2023 : 1.200.000 \$

Les valeurs des dérivés au 31/12/2021 sont les suivantes :

- BRED : - 3.453 \$

- CE : + 27.224 \$

- CRCA : + 22.795 \$

- LCL : + 41.285 \$

- BNP : - 6.860 \$

Soit une plus-value latente totale de 80.992 \$.

## Autres informations

### Transactions avec des parties liées

En 2021, la société a comptabilisé les montants suivants en application de conventions avec des parties liées :

- 72.000 € de loyer et 50.000 € de travaux au titre d'un contrat de bail avec la SCI Saint Ange, société liée à Monsieur Stephan Français.
- 25.036 € d'amortissement au titre du contrat de partenariat avec Monsieur Teddy Riner.
- 16.667 € de prestations de conseils avec la société AWENDIO, société liée à Monsieur Marc Deschamps (Président du conseil d'administration).

### Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 115 976 euros

L'engagement au titre de l'évaluation actuarielle des indemnités de départ à la retraite s'élève à 116 K€ au 31 décembre 2021 et à 88 K€ au 31 décembre 2020.

Les principaux paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 0,98% pour 2021 et 0,34% pour 2020
- Table de mortalité : INSEE 2018
- Départ volontaire à 62 ans
- Taux de ch. pat. : 45% (cadres), 41% (non cadres)